

01/2013

EUROPEAN TRADE UNION COMMITTEE FOR EDUCATION  
COMITE SYNDICAL EUROPEEN DE L'EDUCATION

**Rapport de la première activité d'apprentissage  
entre pairs du projet du CSEE:**

*“Les syndicats d'enseignants solidaires pour des lieux de  
travail sains et sûrs dans un contexte de crise économique”*

Londres, 13 mai 2013



*Ce projet bénéficie du soutien de la Commission  
européenne, DG Emploi, affaires sociales et inclusion*



Also available in English under the title :

*« Report on the First Regional Peer Learning Activity of the ETUCE Project  
“Teacher trade unions in solidarity for healthy and safe workplaces in the economic crisis” »*

***La reproduction partielle ou totale de cette publication est permise sans autorisation. Cependant, le nom du CSEE doit être mentionné et une copie de l'ouvrage ou du document doit être envoyée au secrétariat du CSEE.***

Publié par le Comité syndical européen de l'éducation - Bruxelles 2013



"Ce projet a été financé avec le soutien de la Commission européenne.

Cette publication (communication) n'engage que son auteur et la Commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues."



## Table des matières

1. Introduction.....	5
2. Description du projet.....	5
3. Aperçu du projet.....	6
4. Groupe consultatif.....	7
5. Enquête en ligne.....	7
6. Interviews.....	8
6.1 Impact de l'action syndicale.....	8
6.2 Impact sur les médias.....	9
6.3 Future perspectives.....	10
7. Présentations.....	10
8. Groupes de travail et débats.....	12
9. Résumé.....	13
10. Abréviations.....	14



## 1. Introduction

Des représentants des syndicats d'enseignants des pays d'Europe du Nord-Est se sont réunis à Londres le 13 mai 2013 à l'occasion de la première des deux activités d'apprentissage entre pairs (AAP) organisées dans le cadre du projet du CSEE "Les syndicats d'enseignants solidaires pour des lieux de travail sains et sûrs dans un contexte de crise économique." Cette première AAP était présidée par Christine Blower, Présidente du CSEE.



C. Blower

Une seconde activité d'apprentissage entre pairs s'est tenue à Lisbonne, Portugal le 3 juin 2013.

Pour les représentants des organisations membres du CSEE l'objectif des deux activités d'apprentissage entre pairs est d'examiner les différentes approches nationales concernant la prévention des risques psychosociaux et la conciliation entre la carrière professionnelle et la vie de famille en période de crise économique, de discuter et de développer des recommandations politiques concrètes.

Ce rapport vise à décrire les données présentées lors des différentes activités et le projet dans son ensemble.

## 2. Description du projet

En novembre 2012, la conférence du CSEE – Région européenne de l'IE, a clairement identifié le besoin de poursuivre le travail sur l'impact de la crise sur les conditions de travail des enseignants. C'est pourquoi le secrétariat a lancé l'initiative décrite dans ce rapport.

Ce projet d'un an financé par l'UE a pour objectif principal de renforcer la solidarité parmi les syndicats d'enseignants en Europe en faveur du maintien et de la promotion de conditions de travail saines et sécurisées, notamment en ce qui concerne la prévention des risques psychosociaux et la conciliation du travail et de la vie familiale en période de tension accrue due à la crise économique. L'objectif est d'accroître le bien-être et la sécurité des enseignants et des travailleurs de l'éducation, considérés comme conditions préalables à une éducation de qualité. Avant toute autre chose, le projet vise d'une part à déterminer si la crise et les changements qu'elle implique sur les conditions de travail du personnel de l'éducation ont un impact sur ces travailleurs et, d'autre part, de développer un ensemble de recommandations concrètes et pratiques pour les syndicats d'enseignants en Europe et leurs affiliés, membres des personnels de l'éducation, sur la façon de promouvoir des conditions de travail saines et sécurisées en temps de crise.

Les activités principales menées dans le cadre du projet étaient les suivantes:

1. Enquête en ligne
2. Interviews des syndicats d'enseignants
3. Deux activités régionales d'apprentissage entre pairs pour les représentants des syndicats d'enseignants
4. Conférence finale pour discuter des recommandations pratiques sur la manière de promouvoir des conditions de travail saines et sûres en période de tension accrue au travail due à la crise économique.

### 3. Aperçu du projet

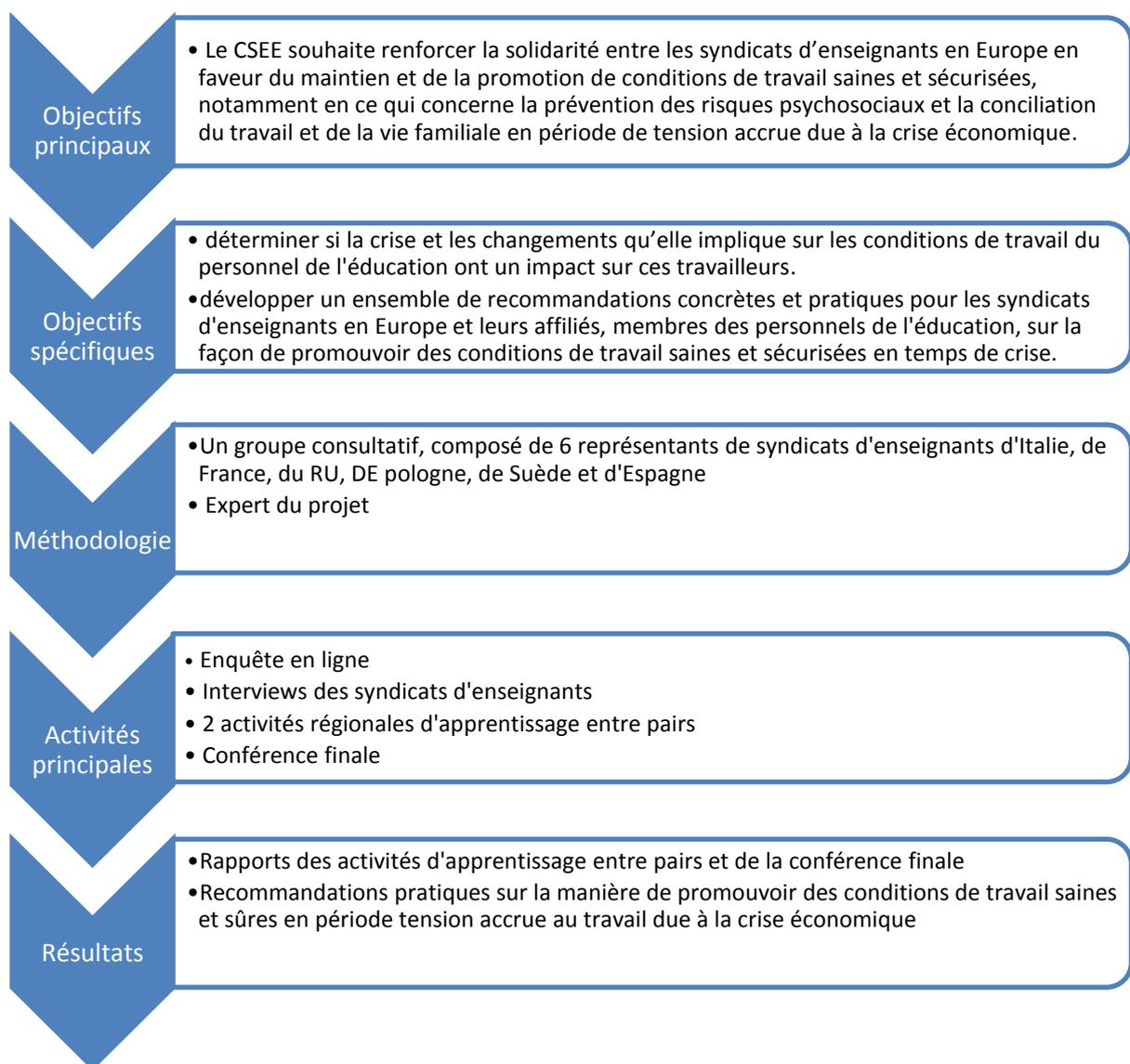


fig. 1 Aperçu du projet

## 4. Groupe consultatif

Le projet est mené par un groupe consultatif composé de représentants de six syndicats d'enseignants de six pays différents (Rossella Benedetti, UIL Scuola – Italie, Hélène Hémet, UNSA – France, Darren Northcott, NASUWT – RU, Monika Konczyk, Solidarnosc – Pologne, Anders Eklund, Lärarförbundet – Suède, Patricio Perez, FECCOO – Espagne) ce qui permet une représentation géographique équilibrée des syndicats d'enseignants à travers l'Europe. Le groupe consultatif se réunit à intervalles réguliers afin d'apporter son expérience et de conduire la mise en œuvre du projet.



M. Konczyk



P. Perez



H. Hemet



A. Eklund



R. Benedetti



D. Northcott

## 5. Enquête en ligne

Le CSEE a lancé une enquête en ligne afin de déterminer si le bien-être des enseignants est affecté davantage ou de manière différente en période de crise économique, en particulier en ce qui concerne le risque psychosocial de la crise sur la santé des enseignants, et la conciliation du travail et de la vie familiale en période de tension accrue. Le secrétariat du CSEE a invité toutes ses organisations membres à participer à l'enquête accessible du 4 mars au 30 avril 2013. L'enquête a été développée en coopération avec l'expert du projet Salvador Moncada de l'institut ISTAS, l'Institut syndical



S. Moncada

du travail, de l'environnement et de la santé, Espagne. L'enquête comportait 31 questions à choix multiple. Le CSEE a sélectionné ISTAS suite à un appel à candidature en décembre 2012. Les résultats de l'enquête, ainsi que les interviews de syndicats d'enseignants ont constitué les fondements des recommandations pratiques développées lors des deux activités régionales d'apprentissage entre pairs en mai et juin 2013.

40 % des organisations membres du CSEE<sup>1</sup> ont répondu à l'enquête en ligne.

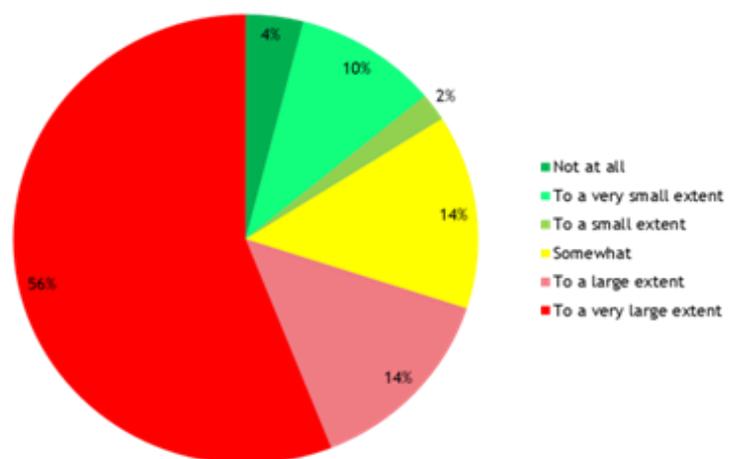


fig.2 Coupes budgétaires dans l'éducation

<sup>1</sup> Organisations membres ayant répondu à l'enquête en ligne GOD-Lehrer; HESUEBH; SEB; DLF; EEP; FER; CGT; SNES/FSU; Sgen-CFDT; SNUipp; UNSA; OLME; FDSZ; KPSZT; SEHUN (PSZ); KI; ASTI; INTO; NKOS; VBE; SER;

Comme indiqué sur le graphique fig. 2 les coupes budgétaires dans l'éducation sont, d'après les syndicats, un phénomène courant dans les pays respectifs. 56 % des pays couverts par l'étude ont indiqué avoir subi des coupes budgétaires dans une très large mesure et 28 % d'entre eux avoir subi des coupes budgétaires dans une 'large mesure' ou 'modérément'. Ceci montre clairement que plus de la moitié des syndicats ayant répondu à l'enquête ont subi des coupes budgétaires dans une certaine mesure.

A l'inverse, seul 4 % des organisations membres ont indiqué n'avoir subi aucunes coupes budgétaires dans le secteur de l'éducation<sup>2</sup>.

## 6. Interviews

Les interviews ont été menées par l'expert du projet Salvador Moncada d'ISTAS, Espagne. Ces interviews de 23 organisations membres<sup>3</sup> des 8 pays cibles<sup>4</sup> ont porté une attention particulière aux stratégies des syndicats et aux actions des syndicats d'enseignants mises en place pour faire face aux mesures d'austérité, ainsi qu'aux expériences que les syndicats d'enseignants ont pu avoir par rapport à leurs actions (Relai médiatique/ soutien de la société dans son ensemble, obstacles possibles, contre-réactions etc.). Les interviews ont montré que toutes les personnes interrogées reconnaissent que les coupes budgétaires dans l'éducation affectent d'une part les conditions de travail du personnel enseignant et non enseignant, et d'autre part la qualité de l'enseignement prodigué aux élèves et aux étudiants.

### 6.1 Impact de l'action syndicale

Les interviews et l'enquête montrent une intensification de la mobilisation (manifestations, grèves, campagnes médiatiques) qui résulte dans certains cas en un processus de négociation. Cette intensification est visible sur le graphique fig. 3 qui montre une forte progression dans des domaines tels que le lobbying (58%), les campagnes médiatiques (56%) et les manifestations (60%).

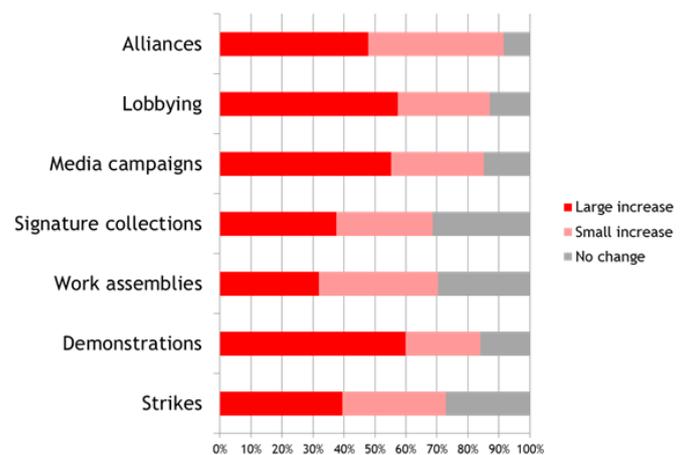


fig.3 Actions de mobilisation

CGSP ENSEIGNEMENT; CSC-Enseignement; KSN; SKOiw; ZNP; FECCOO; FETE-UGT, STES-I; Fuurt; CISL SCUOLA; FLC; UIL Scuola; CGIL; OZPSAV, ESTUS; DAU-SEN; KTOEOS; KTOS; Lärarförbundet; MUT; UEN;NASUWT ; UTU-UK;NUT; SSTA; ATL; FENPROF; FNE; SINDEP; UCU; AOB; LIZDA; FLESTU

<sup>2</sup> Un rapport distinct comportant les résultats détaillés de l'enquête et des interviews, sera accessible sur le site santé et sécurité du CSEE: [www.edu-osh.eu](http://www.edu-osh.eu).

<sup>3</sup> Organisations interviewées:

ATL; EIS; FLC-CGIL; FECCOO; FENPROF; FERC-CGT; FETE-UGT; FNE; KSN; Lärarförbundet; NASUWT; NSZZ Solidarność; NUT; OLME; SINDEP; SGEN-CFDT; SNES-FSU; SNUipp-FSU;; STES-i; UCU; UIL-Scuola Solidarność; UNSA-Education

<sup>4</sup> Pays cibles: Pologne, Espagne, RU, Suède, Portugal, Italie, Grèce et France.

Les interviews ont également indiqué que les actions des syndicats n'ont pas permis d'inverser la tendance en matière de coupes budgétaires, mais que les actions des syndicats ont réussi à limiter l'impact de certaines mesures comme la réduction des effectifs ou l'augmentation des heures de cours. Comme on peut le constater dans le graphique fig. 4 les licenciements ne sont pas la méthode la plus courante dans l'enseignement public pour réduire les coûts en période d'austérité. Par contre 'le manque de remplacement des départs à la retraite' et la 'réduction du montant des retraites' sont parmi les méthodes les plus courantes.

Dans l'ensemble, les personnes interrogées sont d'accord pour dire que les défis auxquels font face les syndicats aujourd'hui, sont les politiques ultra-libérales et qu'il est extrêmement difficile de les modifier.

## 6.2 Impact médiatique

La plupart des syndicats jugent l'impact médiatique de leurs actions comme positif, en particulier les syndicats interrogés en Italie et au RU où les syndicats bénéficient d'un traitement médiatique convenable ainsi que d'un soutien favorable de la plupart des journaux, des chaînes de télévision etc. avec quelques exceptions bien évidemment. Les syndicats interrogés en Italie bénéficient également d'une couverture médiatique positive et là-bas les médias participent activement au mouvement social contre les coupes budgétaires dans le secteur de l'éducation. Malheureusement, d'après les syndicats polonais interrogés, cela n'est pas le cas en Pologne où les médias ont mené des campagnes à grande échelle contre les enseignants en en les faisant passer pour fainéants et peu qualifiés. De plus, d'après les syndicats interrogés en Pologne, les médias insistent sur les conséquences néfastes des actions de protestations organisées par les syndicats.

Lack of replacement of retired workers	31
Closure & merger of schools	30
Lowering capital expenditures (repairs...)	30
Not renewal of temporary Workers	30
Less support to deal with pupils' special needs	28
Increasing class size - pupils ratio	26
More working hours, working overtime	24
Firing workers, layoffs	22
Shortening professional training	20
Lack of replacement of sick workers	17
Lowering mentoring of new teachers	14
Fewer holidays	5

fig. 4 Conséquences des coupes budgétaires dans l'éducation

Les syndicats interrogés à la fois en Espagne et au Portugal rapportent une couverture médiatique importante mais la manière de présenter les faits dépend néanmoins de l'orientation politique des différents médias qui soutiennent le pouvoir.

L'expérience des syndicats interrogés en Grèce avec les médias est positive à l'échelle locale mais les médias nationaux ont tendances à apporter leur soutien au gouvernement. Les syndicats sont donc face à un obstacle supplémentaire du fait que les chaînes de télévisions appartiennent au gouvernement et cherchent à générer des tensions entre les travailleurs des secteurs publics et privés.

Même s'ils entretiennent de bonnes relations avec les médias nationaux, tous les syndicats éprouvent des difficultés quant à leurs positions s'ils ont affaire aux médias locaux. Les enseignants ont tendance à se retrouver dans une position difficile entre les actions du syndicat, la peur de perdre leurs emplois et leur engagement envers leurs élèves et le droit à l'éducation de ces derniers.

### 6.3 Perspectives

Les syndicats en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie et au RU prévoient des conditions de travail de plus en plus difficiles, alors qu'en France et en Suède ils s'attendent à des progrès dans un avenir proche. Il est à prévoir que tous les pays étudiés verront une intensification de la mobilisation pour l'éducation. En Espagne, le gouvernement à l'intention de faire adopter une nouvelle loi (LOMCE) qui favorisera la privatisation du secteur de l'éducation et mettra à mal l'égalité des chances. En bafouant les droits des citoyens, cette proposition aura pour effet de porter gravement atteinte au secteur de l'éducation, mais mènera en même temps à une intensification de la mobilisation.

Globalement, les syndicats interrogés soulignent l'importance et considèrent nécessaire de se mobiliser.

## 7. Présentations

Le CSEE a invité 2 intervenants à cette première AAP. **Dr. Matthias Nübling** du FFAS: Centre de recherche de Fribourg pour la médecine sociale et du travail s'est exprimé sur "l'impact des risques psychosociaux sur la santé des travailleurs du secteur de l'éducation: L'Europe a-t-elle besoin d'une autre approche dans un contexte de crise?".



M. Nübling

M. Nübling, qui était en charge de l'expertise dans le cadre du projet du CSEE de 2011 "Enquête européenne – estimation, comparaison et évaluation de l'impact des risques psychosociaux

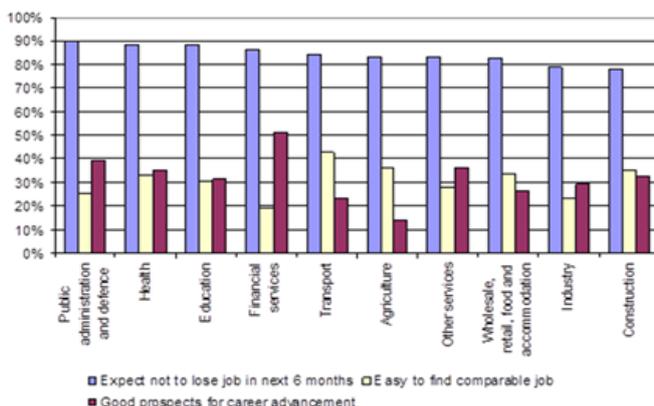
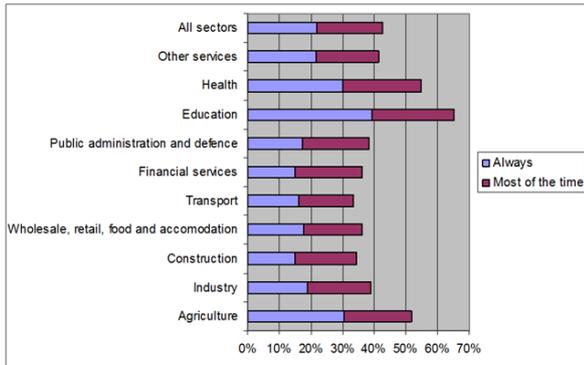


fig. 5 Précarité de l'emploi

pour les enseignants sur leur lieu de travail dans l'UE" focalisé sur le stress lié au travail et les conditions de travail des enseignants en comparaison avec les autres secteurs professionnels. Il a fait remarquer dans certains Etats membres de l'UE bénéficient d'une sécurité de l'emploi élevée et que les enseignants de ces pays-là n'estiment pas que leurs postes sont autant en danger que dans d'autres secteurs d'activité (fig. 5).

M. Nübling a indiqué que globalement, les enseignants européens ont une influence relativement importante ainsi qu'un niveau élevé de liberté sur leur travail. Les enseignants européens ne changent pas souvent de métier et se sentent professionnellement très épanouis.



**fig. 6 Investissement émotionnel (5th EWCS)** souligné qu'il est important de garder à l'esprit qu'il y a des différences considérables entre les différents pays qui reflètent les différentes situations du statut professionnel des enseignants.

D'autre part, les enseignants européens subissent un rythme de travail élevé, une charge émotionnelle conséquente (fig. 6) et l'équilibre vie professionnelle/vie privée est souvent difficile à atteindre. Se rajoute à ça le fait que les émotions doivent être mises de côté.

Quant aux discussions sur les défis auxquels doivent faire face les enseignants, M. Nübling a

Le second intervenant, **David Walters**, de l'Université de Cardiff, Pays de Galles, a concentré sa présentation sur "L'impact des syndicats sur la santé, la sécurité et le bien-être au travail au 21ème siècle".



**D.Walter**

Il a souligné que la représentation des travailleurs a été un succès depuis plus de 30 ans. Des centaines de milliers de représentants santé et sécurité sont actifs dans ce domaine et on peut déceler une demande accrue en approches participatives aux niveaux des autorités et des lieux de travail. Il y a également un activisme croissant chez les travailleurs et une politisation évidente de la santé et sécurité au travail (SST). M. Walters a insisté sur le fait que l'on remarque de meilleures performances dans le domaine de la santé et sécurité au travail dans les secteurs où les représentants syndicaux santé et sécurité sont impliqués.

Deux types de constatations font état d'un lien positif entre l'existence de représentants santé et sécurité soutenu par un syndicat et de meilleurs résultats en termes de santé et de sécurité au travail. 1) Les indicateurs principaux et 2) Les indicateurs de suivi. La recherche indique des résultats positifs pour les deux indicateurs.

La représentation des travailleurs est plus courante dans les organisations de plus grande envergure, dans le secteur public et au sein des organisations où la direction privilégie la SST et tient compte du point de vue des travailleurs. Une gestion officielle de la santé et de la sécurité est plus probable sur les lieux de travail où les travailleurs sont représentés et où la direction s'engage pleinement envers la SST. C'est sur ces lieux de travail que la gestion des risques psychosociaux est plus fréquemment observée. Les lieux de travail qui prennent en charge la gestion des risques psychosociaux sont souvent plus efficaces.

Ceci confirme qu'une gestion efficace des risques en matière de santé et sécurité au sens général et du point de vue psychosocial est plus susceptible d'être établie sur des lieux de travail où les représentants des travailleurs sont soutenus par des syndicats et où les moyens sont suffisants.

Mais beaucoup reste à faire, principalement dû au fait que les syndicats perdent des adhérents et que leur influence au sein de la sphère politique diminue.

Pour conclure, M. Walters a fait remarquer que les syndicats qui soutiennent la représentation en matière de SST parviennent à prévenir les préjudices liés au travail et qu'il n'y a aucune raison pour laquelle cela ne pourrait pas être également le cas pour les risques les plus courants dans le secteur de l'éducation. M. Walters a souligné que les défis liés à la restructuration et l'équilibre des forces entre capital et travail ainsi que l'individualisation croissante de la responsabilité par rapport à la santé doivent être pris en compte.

## 8. Groupes de travail et débats

Répartis en deux groupes de travail, les participants ont eu l'opportunité de discuter des résultats de l'enquête, des interviews et de partager leurs expériences de bonnes pratiques en matière de lieux de travail sains et sûrs en période de crise. L'objectif principal était d'élaborer des recommandations politiques concrètes et de présenter ces recommandations lors de la session plénière. Les conclusions des deux groupes de travail (fig. 7) ne doivent pas être considérées comme la version finale des recommandations mais comme des 'ébauches de recommandations'. Le débat était centré sur le besoin de définir clairement les principaux termes et les enjeux. Disposer de définitions claires est d'une importance capitale pour améliorer la coopération entre syndicats dans un contexte national mais également celle entre syndicats de différents pays. La nécessité non seulement de mettre en place les cadres permettant la coopération mais aussi de se souvenir de se servir de ces cadres, a également été abordée.



Niveau européen	Niveau national	Globalement
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appel à la solidarité</li> <li>• Vision commune</li> <li>• Définir la qualité dans l'éducation</li> <li>• Campagnes de sensibilisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• contacter les nouveaux acteurs du secteur</li> <li>• Campagnes médiatiques – diffusion des résultats de l'enquête</li> <li>• Dialogue social – Convention collective</li> <li>• Représentation des travailleurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perfectionnement du travail interne</li> <li>• Traduction des documents de l'UE</li> <li>• Formation des représentants syndicaux</li> <li>• Disséminations des résultats de l'enquête</li> </ul>

fig. 7 Points à aborder dans les recommandations politiques

## 9. Résumé

La première activité d'apprentissage entre pairs du projet du CSEE: "Les syndicats d'enseignants solidaires pour des lieux de travail sains et sûrs dans un contexte de crise économique" a réussi à permettre aux représentants syndicaux de passer en revue les résultats de l'enquête en ligne et des interviews des syndicats d'enseignants et d'en débattre à la lumière des deux présentations des intervenants (M. Nübling du FFAS et M. Walters de l'Université de Cardiff). Les représentants ont jeté les bases des recommandations politiques sur la manière de promouvoir des conditions de travail saines et sûres, en particulier en ce

qui concerne la prévention des risques psychosociaux et la conciliation du travail et de la vie familiale en période de tension accrue due à la crise économique. Les recommandations politiques seront discutées lors de la conférence de clôture du projet à Madrid le 10 octobre 2013.





## 10. Abréviations

CSEE – Comité syndical européen de l'éducation

UE – Union européenne

FECCOO – Federación Enseñanza CCOO

FFAS - Centre de recherche de Fribourg pour la médecine sociale et du travail

ISTAS - Instituto Sindical de Trabajo, Ambiente y Salud (Institut syndical du travail, de l'environnement et de la santé)

LOMCE – Loi espagnole sur l'enseignement

NASUWT - National Association of Schoolmasters Union of Women Teachers

SST – Santé et sécurité au travail

AAP – Activité d'apprentissage entre pairs

UIL-Scuola - Unione Italiana del Lavoro Scuola

RU – Royaume-Uni

UNSA - Union Nationale des Syndicats Autonomes

Pour une liste complète des organisations membres du CSEE, veuillez suivre le lien suivant:  
[http://etuce.homestead.com/CSEE\\_Membres.html](http://etuce.homestead.com/CSEE_Membres.html)





**European Trade Union Committee for Education  
Comité syndical européen de l'éducation**

Bd du Roi Albert II, 5 – 9th Floor  
B-1210 Bruxelles, Belgique

T + 32 2 224 06 91/2

F + 32 2 224 06 94

*secretariat@csee-etu.org*

*www.csee-etu.org*